



Les élus d'opposition ont lancé une pétition pour dénoncer une externalisation de la culture par la majorité. PHOTO E.A.

« Drôles de Noëls » menacé de disparition

ARLES

Annulé cette année à cause de la crise sanitaire, le festival « Drôles de Noëls » ne sera pas reconduit les prochaines années non plus. Une mise à mort pour la culture arlésienne, selon les élus de l'opposition qui lancent une pétition pour le maintien de ce rendez-vous emblématique de la ville.

Après plusieurs tentatives de l'opposition pour connaître l'avenir de ce festival qui réunit chaque année près de 35 000 personnes, la nouvelle tombe début décembre. « Cette année la manifestation ne peut avoir lieu. Mais je ne vous garantis pas que l'année prochaine il y en aura une », déclarait le maire de droite Patrick de Carolis lors d'un conseil municipal. Des propos confirmés par Nicolas Koukas (PCF), élu de l'opposition. « Au vu de la situation actuelle pour la culture, c'est un mauvais coup porté pour ce domaine », dénonce-t-il. La raison avancée par la majorité est une économie budgétaire. Le festival coûte en effet chaque année 200 000 euros. Mais les illuminations inaugurées la semaine passée sont, elles, estimées à 114 000 euros selon le groupe d'opposition de gauche Le parti des Arlésiens. « Il faut savoir que sur ces 200 000 euros, 100 000 étaient destinés aux restaurants, hôtels qui accueillent les compagnies », précise Mohamed Rafai, également conseiller d'opposition. Soit la moitié du budget directement injectée dans l'économie locale.

Les neuf élus de l'opposition lancent ainsi dès aujourd'hui une pétition en ligne pour soutenir le maintien de ce festival.

Émeline Andreani

Pétition « "Sauvons Drôles de Noëls" » sur change.org

RÉGION

452 bâtiments de l'État rénovés

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, Christophe Mirmand et Bernard Beignier, recteur de l'Académie Aix-Marseille, se félicitent conjointement des quelque 452 projets dans 57 communes différentes, retenus dans la région Sud-Paca pour la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'État et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la vie étudiante. La sélection de ces bâtiments a été faite à l'occasion de l'opération #FranceRelance, le tout dans un programme global de 4 214 projets pour 2,7 milliards d'euros financés dans le cadre du plan de relance du gouvernement. Il fait suite au dépôt de plus de 6 000 candidatures pour un montant total de 8,4 milliards d'euros.

ANNONCES OFFICIELLES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

Marseille

Marchés publics : cdelepine@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés : ipp@lamarseillaise.fr

Martigues

martiguespub@lamarseillaise.fr



PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône du 19 novembre 2020, il sera procédé à une enquête publique sur la demande de permis d'aménager PA 0130551900033, portant sur l'aménagement d'un terrain en 15 lots maximum pour des logements, commerces, bureaux et équipements déposée par la SAS GLAM, sur la commune de MARSEILLE 15ème arrondissement (Ilot SMARSEILLE2 au sein de la ZAC Littorale).

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-six jours consécutifs, du **lundi 14 décembre 2020 au lundi 18 janvier 2021 inclus**, en mairie de MARSEILLE (Mairie de MARSEILLE, Direction Générale Adjointe de l'Urbanisme, du Foncier et du Patrimoine, 40, rue Fauchier – 13233 Marseille Cedex 20), siège de l'enquête.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne pourra :
- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 16h45);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 46 ou 42 47);

- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Marseille>
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de Marseille ou par courrier électronique à l'adresse suivante: pref-ep-ilot-smarseille2@bouches-du-rhone.gouv.fr (capacité maxi 5MO).

Le dossier d'enquête publique comprend notamment une étude d'impact assortie de l'absence d'observation de l'autorité environnementale émise dans le délai imparti de deux mois.

Madame Brigitte CHAROYAN, Expert foncier, agricole, immobilier et commercial, en activité, désignée en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- Lundi 14 décembre 2020 de 9 h à 12 h,
- Mardi 29 décembre 2020 de 13 h 45 à 16 h 45,
- Mercredi 06 janvier 2021 de 9 h à 12 h,
- Jeudi 14 janvier 2021 de 9 h à 12 h,
- Lundi 18 janvier 2021 de 13 h 45 à 16 h 45.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale et électroniques et celles, écrites, émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences seront mises en ligne, dans les meilleurs délais, sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pour être consultables par le public ¹. Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité.

Au terme de l'enquête publique, l'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre des articles L422-2c et R422-2 du code de l'urbanisme est le Préfet des Bouches-du-Rhône qui statuera, par arrêté, sur la demande de permis de construire susvisée.

La personne responsable du projet est la SAS GLAM. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Maître d'ouvrage, M. Hervé GATINEAU, Directeur Immobilier 04 91 16 69 00.

¹ Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

Fait à Marseille, le 19 novembre 2020
L'Adjointe au Chef de Bureau de l'Utilité
Publique, de la Concertation et de
l'Environnement
Bernadette SOL
N° 202002176



Vie des sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : NAUTILUS-ORS

Forme : SASU - **Capital** : 100 €

Objet : Epicerie fine, dépôt et vente gros, demi gros et détail, import export, activité connexes annexes, e-commerce **siège** : impasse des Oliviers 13920 ST MITRE LES REMPARTS **Président** : Mr RUSSO Jean-Luc domicilié idem **siège - Admission aux assemblées et participations aux décisions** : tout associé peut participer aux décisions collectives Droit de vote une action donne droit à une voix Transmission d'actions à un tiers est soumise à l'agrément de la collectivité des associés - **Durée** : 99 ans

Immatriculation : RCS SALON DE PROVENCE

N°202002364

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une AGE en date du 04/12/2020, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, CAPSULE SOLUTIONS SAS au capital de 10 000 euros

Siège social 1065 rue du lieutenant Parayre 13290 Aix-en-Provence N° RCS 844760462 à compter du 04/12/2020. Mr Julien Maurel Demeurant 30 rue Fortia, est nommé liquidateur.

Le siège de la liquidation a été fixé au 1065 rue du lieutenant Parayre.13290 Aix-en-Provence

Mentions seront faites au R.C.S de Aix-en-Provence.

N°202002366

NOMINATION D'UN CO-GERANT

SARL BATI MASSILIA au capital de 5 000,00 €

Siège social : 84 rue de Lodi, 13006 Marseille

R.C.S N° 753688704 Marseille

Suite à l'AGE en date du 07/12/2020, les associés ont décidé de nommer au poste de co-gérant Mr GÜNER Özcan demeurant 219 avenue des Chartreux 13004 Marseille et ce à compter du 01/01/2021. Les formalités seront effectuées au Tribunal de Commerce de Marseille.

N°202002365

AVIS DE LOCATION GERANCE

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Marseille le 30 novembre 2020

La société LINVOSGES, Société par actions simplifiée, au capital de 627.000 €, ayant son siège social 6 Place des Déportés 88400 GERARDMER, immatriculée au RCS d'Epinal et identifiée sous le numéro 475 682 480, A confié en location gérance à :

Madame Annie PRUNETA née BARIAU, Demeurant à Marseille (13008), 50 Boulevard Sicard et Monsieur Laurent GIUSTI, demeurant à Marseille (13013), 156 Avenue de Frais Vallon, Résidence Massif des Roses, Bât A, agissant ensemble en qualité d'associés et cogérants de la société Rêves Blancs en cours de formation, SARL, au capital de 1000 € dont l siège social est 50 Boulevard Sicard 13008 Marseille

Un fonds de commerce de vente d'articles de linge de maison et autres articles textiles et services commercialisés sous la marque « LINVOSGES » sis et exploité au 23 rue Francis Davso à Marseille 13001.

La location gérance a été consentie et acceptée pour une durée déterminée de cinq ans à compter du 1er décembre 2020, renouvelable une fois par tacite reconduction, sauf dénonciation pour le terme de la période initiale, par LRAR émanant de l'une des Parties à l'autre, et respectant un préavis de SIX (6) mois de la date de présentation dudit courrier au siège social du destinataire. Tout renouvellement éventuel au-delà de la période de tacite reconduction ne pourra procéder que de l'accord exprès des Parties et donnera lieu alors à la signature d'un nouveau contrat de location-gérance aux conditions qui seront en vigueur à cette date.

La société Rêves Blancs exploitera ce fonds à ses risques et périls et sous son entière responsabilité, le loueur ne sera tenu d'aucune dette ni d'aucun des engagements contractés par le locataire-gérant et le fonds ne pourra en aucun cas être considéré comme gage des créanciers du locataire-gérant.

Pour unique INSERTION

N°202002370

RAPIDITÉ, EFFICACITÉ
sur 4 départements (13/83/30/34)

Votre contact :
ipp@lamarseillaise.fr / 04 91 57 75 34
Devis sur demande

La Marseillaise

Il existe d'autres voix,
on vous le dit tous les jours